Les Brèves de l'UniQ
Université Quisqueya

Port-au-Prince, le 24 novembre 2026

Ma voix, notre action : InnovEd-UniQ relie Haïti et le Maroc autour de la citoyenneté mondiale



Dr Francklin Benjamin, Coordonnateur du pôle recherche – InnovEd-UniQ
Conférencier principal

Le dimanche 22 novembre 2026, l'Institut supérieur de formation, recherche et innovation en éducation de l'Université Quisqueya (InnovEd-UniQ) et le Moroccan Center for Civic Education (Centre marocain pour l'éducation civique) ont réuni en ligne des chercheurs, des éducateurs et des acteurs de la société civile autour de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Cette première rencontre jette les bases d'une coopération durable entre Haïti et le Maroc.

Organisé dans le cadre de la Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale 2026, placée sous le slogan « Ma voix, notre action, un futur commun », le webinaire avait pour thème « De la pensée critique à l'action collective : le rôle de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans la construction de sociétés pacifiques, démocratiques et inclusives ». Le modérateur, M. Elarbi Imad, est président exécutif du Moroccan Center for Civic Education et vice-président du Conseil international d'éducation des adultes. Il coordonne aussi au Maroc les activités du

Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Il a rappelé que l'édition 2026 s'inscrit dans le programme iLEGEND III (*Intercultural Learning Exchange through Global Education, Networking and Dialogue*). Ce programme d'échanges d'apprentissage interculturel par l'éducation à la citoyenneté mondiale, la mise en réseau et le dialogue est conduit conjointement par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe. Cette édition met l'accent sur l'esprit critique et l'ouverture à la diversité des perspectives, afin de transformer la sensibilisation en action collective.

M. Imad a salué l'engagement de la Professeure Marie-Josée Berger, à l'initiative de cette collaboration, et de Mme Anouk Ewald, directrice d'InnovEd-UniQ. Il a présenté cette rencontre comme l'amorce d'un partenariat entre deux « pays frères ». Mme Ewald a souhaité que cette initiative en appelle beaucoup d'autres. Elle a rappelé que l'apprentissage et la citoyenneté sont au cœur des priorités de l'institut, dans un pays où, au-delà de l'insécurité, il y a « tout un pays à reconstruire ». L'éducatrice Caroline Hudicourt a souligné, pour sa part, la valeur du contact humain et de l'échange d'idées.

L'éducation à la citoyenneté mondiale ne consiste pas à apprendre aux Haïtiens à devenir citoyens d'un autre pays. Elle vise à leur donner les connaissances, les valeurs et les compétences nécessaires pour agir de manière responsable dans leur communauté, dans leur pays et dans le monde. Selon l'UNESCO, elle repose sur trois dimensions complémentaires :

- **la dimension cognitive, apprendre à comprendre :** connaître ses droits et ses devoirs, les institutions, les inégalités et les interdépendances entre les pays ;
- **la dimension socioémotionnelle, apprendre à vivre ensemble :** développer l'empathie, la solidarité, le respect de la diversité et la résolution pacifique des différends ;
- **la dimension comportementale, apprendre à agir :** participer à la vie collective, défendre les droits humains et prendre des initiatives communautaires.

C'est ce passage du savoir à la responsabilité, puis à l'action, qui en constitue le cœur.

Conférencier principal, le Dr Francklin Benjamin, d'InnovEd-UniQ, a situé la réflexion dans le contexte haïtien, marqué selon lui par une crise de la citoyenneté. Depuis une quinzaine d'années, le pays n'a pas organisé d'élections, et toute une génération a grandi en dehors des circuits démocratiques. Il a relevé une contradiction : l'information et le savoir n'ont jamais été aussi disponibles, mais les systèmes politiques et scolaires restent éloignés de ce savoir, que les citoyens ne s'approprient pas toujours. Cette abondance peut même servir à manipuler les populations, et ne garantit donc en rien l'exercice de la pensée critique.

Pour le Dr Benjamin, la citoyenneté est indissociable d'une culture de la pensée critique et de l'autonomie. Il s'est référé aux philosophes brésiliens qui appellent à passer d'une éducation de la soumission à une éducation de la conscientisation et de l'émancipation, ainsi qu'à l'exigence de « penser par soi-même ». Former le jugement, plutôt que reproduire des schémas d'obéissance, permet à chacun de participer pleinement à la décision. La citoyenneté mondiale

suppose également une ouverture à l'autre. Or l'altérité est aujourd'hui souvent pensée comme une adversité, plutôt que comme une possibilité de coopération.

Le conférencier a défendu une conception engagée de la citoyenneté : « il n'y a pas de citoyen sans engagement ». Le citoyen juridique constate les inégalités, alors que le citoyen politique s'engage pour agir sur elles. Il a identifié trois menaces : l'affaiblissement de la pensée critique, une altérité vécue comme conflictuelle, et la réduction de la citoyenneté à une catégorie administrative. L'école et l'université ont donc, selon lui, un rôle primordial à jouer.

Il a illustré ce propos par les travaux d'InnovEd. L'institut a engagé une réflexion sur l'éducation pour la paix, qui associe la réflexion et l'action dans les écoles et la collaboration dans les quartiers. Cette démarche oblige à se demander « quelle guerre et quelle paix » : la guerre ne se limite pas à celle des gangs, elle tient aussi à la perpétuation des inégalités. Dans le cadre de la réforme en cours au niveau fondamental, InnovEd a notamment proposé que l'éducation à la citoyenneté, dans ses aspects pratiques et en tenant compte du contexte du pays, soit intégrée au cheminement des jeunes, afin de leur apprendre à s'engager et à développer des projets communautaires. L'institut a également conçu un projet d'éducation écologique, pas encore mis en œuvre, face à la dégradation dramatique de la couverture végétale du pays. Pour le Dr Benjamin, la citoyenneté mondiale doit s'enraciner d'abord dans le contexte local, puis s'enrichir de la comparaison des expériences d'autrui. Cette comparaison doit aller au-delà du tropisme haïtien tourné vers les pays du Nord, pour s'ouvrir aussi à la coopération Sud-Sud.

Interrogé sur l'opportunité d'une véritable politique nationale d'éducation à la citoyenneté, qui associerait l'école fondamentale, l'université, les médias et les organisations communautaires, le Dr Benjamin a indiqué que la réforme en cours de finalisation accorde une place importante à l'éducation à la citoyenneté, avec une réorientation des sciences sociales et de l'histoire, ce qu'InnovEd a pu observer de près. Il a toutefois constaté qu'aucun mouvement national ne porte encore cette ambition. Il a aussi relevé un recul des médias, où les émissions de formation citoyenne ont cédé la place aux échanges politiciens. Les médias, s'ils sont considérés comme partie prenante de la société civile, pourraient selon lui porter une éducation de masse à la citoyenneté. Si cela n'est pas encore fait, a-t-il conclu, c'est peut-être que la nécessité n'en a pas encore été pleinement ressentie.

D'autres échanges ont complété l'analyse. Pour expliquer les obstacles à la pensée critique en Haïti, le Dr Benjamin a mentionné :

- une offre scolaire lacunaire ;
- une formation de base des enseignants souvent insuffisante, comme l'ont montré les recherches d'InnovEd ;
- un héritage post-colonial ;
- ce qu'il nomme « non pas la faiblesse de l'État, mais l'insouciance de l'État ».

Mme Hudicourt a, pour sa part, souligné la fuite des cerveaux et une société « désarticulée », riche d'initiatives qui manquent de coordination.

Mme Ewald a ensuite posé une question centrale pour la jeunesse haïtienne. Une grande partie des jeunes, souvent désabusés par la politique et la situation du pays, est très active sur les réseaux sociaux : comment l'éducation à la citoyenneté mondiale peut-elle utiliser ces espaces numériques pour transformer cette frustration en actions collectives, pacifiques et constructives ? Le Dr Benjamin a rappelé que les réseaux sociaux ne sont pas, par nature, négatifs, comme l'a montré le Printemps arabe, parti de ces réseaux et porteur de chaînes de solidarité au sud de la Méditerranée. Il a cependant mis en garde contre leur usage désordonné. Les enquêtes menées en Haïti pendant la pandémie de Covid-19 ont montré l'ampleur prise par le mouvement antivaccin, nourri de rumeurs et d'informations non vérifiées. Selon lui, ces espaces peuvent devenir des outils fédérateurs à condition d'être consciemment orientés vers des causes communes, comme le reboisement, la protection des forêts et des sites aquatiques, ou la collaboration citoyenne contre l'insécurité. Prolongeant cette réflexion, M. Imad a appelé à redéfinir le rôle de l'enseignant, à repenser les programmes et à renforcer la collaboration avec la société civile, les médias et les ministères concernés.

En clôture, la Professeure Berger a rappelé que la coopération Sud-Sud entre Haïti et le Maroc remonte à 2010. Elle a souligné qu'une convention-cadre fait désormais d'InnovEd un partenaire de l'ensemble des activités du Moroccan Center for Civic Education, et que l'institut figure déjà sur le campus virtuel du centre. M. Imad a, pour sa part, qualifié la rencontre de « premier jet » d'un partenariat appelé à durer. Pour InnovEd-UniQ, ce dialogue ouvre la voie à une présence haïtienne durable dans les réseaux internationaux de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Quetya AUBIN
Directrice de la communication
ComUniQ